

@rib News, 10/04/05 - NÉGOCIATIONS**La Tanzanie consultera les partenaires des Grands Lacs sur les FNL**

SHAREEF

La Tanzanie est prête à consulter les partenaires de la région des Grands Lacs sur le groupe rebelle des Forces nationales de libération (FNL) du Burundi. La presse locale a cité dimanche le vice-ministre des Affaires étrangères Abdulkadir SHAREEF, disant que le pays consulterait ses partenaires dans cette région après la réunion de responsables du ministère des Affaires étrangères avec des délégués du FNL.

Depuis le milieu de la semaine dernière, le ministre tanzanien des Affaires étrangères s'est engagé dans une réunion avec le FNL dans un endroit non révélé à Dar es-Salaam. « Il n'y a aucune discussion avec nous (le ministère des Affaires étrangères) », a dit le vice-ministre.

« Nous ne pouvons pas tirer un trait sur eux et ce que nous faisons c'est juste d'écouter leurs affaires », a ajouté le responsable s'abstenant de révéler le lieu de la réunion et les participants du groupe du FNL. « Nous ne sommes pas enthousiastes pour les rencontrer », a dit M. SHAREEF, notant : « Nous avons décidé tout de même de l'écouter ».

Il a fait savoir que le leader du FNL, Agathon RWASA, avait soulevé plusieurs demandes par la voie diplomatique cherchant une audience avec le président tanzanien Benjamin William MKAPA.

Les dirigeants des pays de la région des Grands Lacs dont la Tanzanie ont déclaré le FNL une organisation terroriste. « Faisant partie de la région des Grands Lacs, nous considérons toujours ce groupe comme de la sorte. C'est une organisation terroriste et nous n'avons rien à négocier avec lui », a souligné le responsable.

Le FNL, un seul des sept groupes rebelles qui n'ait pas signé un accord de paix avec le gouvernement burundais, a accentué ses attaques contre Bujumbura et ses environs au cours de ces derniers mois. Ces attaques ont été considérées comme visant à renforcer la position de ce groupe dans les négociations. (Source Xinhua)

[Retour en haut de page](#)

@rib News, 09/04/05 - NÉGOCIATIONS**MISNA, 9/4/2005 - COLLOQUES ENTRE FNL ET GOUVERNEMENT TANZANIEN ? L'ESPOIR DE PAIX CONTINUE**

Les Forces nationales de libération (FNL), dernier groupe armé antigouvernemental, auraient tenu des colloques de paix avec les autorités tanzaniennes dans la ville de Dar es Salaam, indique aujourd'hui le quotidien tanzanien 'Daily News', citant une source du ministère des Affaires Étrangères.

La rencontre aurait eu lieu dans un lieu tenu secret.

Les FNL sont le dernier groupe en lutte au Burundi, où ces derniers mois, d'importantes étapes sur le chemin de la paix ont été franchies.

Le référendum sur la nouvelle Constitution a eu lieu pacifiquement en février et les premières élections libres, après 12 ans de guerre civile, devraient bientôt être fixées.

Selon l'agence burundaise de presse, la démobilisation des anciens groupes rebelles se poursuit, en particulier celle des Forces de défense de la démocratie (FDD), signataires à la fin 2003 d'un accord de cessation des hostilités et d'intégration au gouvernement d'unité nationale.

Selon le secrétaire exécutif de la Commission nationale pour le désarmement, 7.245 combattants, dont 386 femmes et 639 enfants soldats, auraient remis leurs armes. [CC]

[Retour en haut de page](#)

@rib News, 09/04/05 - JUSTICE INTERNATIONALE**La justice espagnole ouvre des investigations contre le FPR**

La justice espagnole a décidé d'enquêter sur la mort de neuf Espagnols assassinés au Rwanda entre 1994 et 2000, à la suite d'une plainte du Forum international pour la vérité et la justice dans l'Afrique des Grands Lacs, a-t-on indiqué samedi de source judiciaire.

Un juge de l'Audience nationale de Madrid, la principale juridiction pénale espagnole, a jugé recevable vendredi une plainte pour génocide de ce Forum appuyé par certains opposants rwandais en exil.

Le magistrat a décidé dans un premier temps de limiter ses investigations aux circonstances des assassinats des neufs victimes espagnoles.

Il s'agit de six missionnaires catholiques, Joaquim VALLMAJÓ (avril 1994), Servando MAYOR, Julio RODRIGUEZ, Miguel ANGEL ISLA, Fernando DE LA FUENTE (octobre 1996), Isidro

UZCUDUN (juin 2000), une infirmière, Flors SIRERA, un médecin, Manuel MADRAZO, et un journaliste Luis VALTUENA (janvier 1997).

Le juge précise toutefois dans son ordonnance que s'il s'avère que ces crimes ont été commis dans le cadre d'un génocide, il englobera ces faits et cette qualification dans son enquête.

La justice espagnole s'octroie une compétence universelle pour les faits de « génocide » et de « crimes contre l'humanité », ce qui avait permis au juge Baltasar GARZON d'obtenir en 1998 l'arrestation à Londres de l'ancien dictateur chilien Augusto PINOCHET.

La plainte du Forum vise 69 responsables du Front Patriotique rwandais (FPR, ex-rébellion tutsie) et de l'Armée patriotique rwandaise (APR), au pouvoir à Kigali depuis 1994. Les noms de ces responsables ne sont pas cités dans les extraits de la plainte publiés samedi par la presse espagnole.

Le Forum s'en prend plus particulièrement au FPR qu'il accuse d'être à l'origine de « l'existence d'un plan organisé d'élimination systématique » des Hutus depuis 1990. Il tient l'actuel pouvoir tutsi rwandais pour principal responsable de l'embrasement de la région des Grands Lacs qui a causé selon lui 7 millions de morts entre 1990 et 2003, notamment au Rwanda et en République Démocratique du Congo (RDC).

Le Forum compte entre autres dans ses rangs le Prix Nobel de la Paix de 1980, l'Argentin Adolfo PEREZ ESQUIVEL et la députée afro-américaine du Congrès des Etats-Unis Cynthia McKINNEY. (D'après AFP)

[Retour en haut de page](#)

@rib News, 09/04/05 - RÉFUGIÉS / GRANDS LACS

Des Hutus Rwandais fuient au Burundi par crainte des « Gacaca »

Près de 400 Hutus Rwandais ont fui leur pays depuis le début de la semaine et ont trouvé refuge dans le nord du Burundi, par crainte des tribunaux Gacaca chargés de juger ceux qui ont pris part au génocide de 1994, a-t-on appris samedi de sources concordantes.

« Depuis cinq jours, la province de Ngozi (nord du Burundi) a déjà accueilli près de 270 Rwandais, 69 ont été regroupés au centre de santé de Marangara et quelque 200 autres sont hébergés par la population », a annoncé le gouverneur de Ngozi, Felix NIRAGIRA.

La province voisine de Kirundo (nord-est du Burundi) a de son côté recueilli « 121 Hutus Rwandais en provenance du district de Mugomba dans la préfecture de Butare (sud du Rwanda) depuis mardi », a expliqué le gouverneur de cette province burundaise, Philippe NJONI.

« Ce sont des femmes, des enfants et des hommes qui sont arrivés totalement démunis de tout, et nous les avons regroupés dans une école primaire de la commune de Ntega », selon M. NJONI, qui a ajouté qu'« un certain nombre d'autres réfugiés Rwandais sont déjà passés en Tanzanie ».

Le porte-parole de l'Opération de l'ONU au Burundi (ONUB), Penagnini TOURÉ, a confirmé samedi « l'arrivée de ces demandeurs d'asile en provenance du Rwanda », sans vouloir en dire plus.

« Toutes ces personnes sont des Hutus qui affirment fuir le Rwanda par peur des tribunaux Gacaca et je peux vous assurer que le mouvement continue », a estimé le gouverneur de Ngozi.

« Parmi ceux qui ont été accueilli dans la province de Kirundo, certains affirment qu'ils ont peur des Tutsis qui les menacent de les dénoncer comme criminels, sans distinction », a expliqué M. NJONI.

Ces Rwandais ont fui leur pays alors que le Rwanda commémore depuis le 7 avril le 11ème anniversaire du génocide perpétré par des extrémistes hutus et qui a fait quelque 800.000 morts, essentiellement au sein de la communauté minoritaire des Tutsis.

« Nous considérons toutes ces personnes comme des demandeurs d'asile, nous sommes en train d'examiner leur cas avec le HCR (Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés) pour voir s'ils vont bénéficier ou non du statut de réfugié », a expliqué le colonel Didace NZIKORURIHO, chargé des réfugiés au ministère burundais de l'Intérieur.

Les premiers procès devant les Gacaca, tribunaux populaires chargés de juger les auteurs présumés du génocide au Rwanda en 1994, ont commencé le 10 mars à travers tout le Rwanda.

Juridictions inspirées des anciennes assemblées villageoises, les Gacaca peuvent juger les exécutants du génocide, mais pas les planificateurs et les violeurs, qui sont jugés par des tribunaux « classiques » ou la juridiction de l'ONU installée à Arusha (nord de la Tanzanie).

Les Gacaca visent à désengorger les tribunaux ordinaires, dépassés par le nombre d'auteurs présumés de massacres. A terme, les autorités rwandaises estiment que les Gacaca seront capables de juger tous les auteurs présumés du génocide, estimés par Kigali à environ 800.000, soit un habitant